

BE-A0521_714554_714884_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Moircy. Dépôt 2013, 1815-1977 (1980)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	7
Producteur d'archives.....	7
Nom.....	7
Historique.....	7
Compétences et activités.....	9
Organisation.....	10
Archives.....	10
Historique.....	10
Acquisition.....	11
Contenu et structure.....	12
Contenu.....	12
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	12
Finances et fiscalité.....	12
Patrimoine.....	13
Population.....	13
Affaires militaires.....	14
Travaux publics.....	14
Enseignement.....	14
Bienfaisance ou assistance publique.....	14
Culte.....	15
Sélections et éliminations.....	15
Accroissements/compléments.....	15
Mode de classement.....	16
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	19
I. Généralités.....	19
A. Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	19
312 - 316 Registres aux délibérations du Conseil communal. 1805-1922.....	19
B. Correspondance générale.....	19
2 - 7 Correspondance envoyée et reçue par l'administration communale. 1940-1976.....	19
C. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	20
8 - 10 Dossiers de litiges relatifs à des abornements. 1956-1972.....	20
II. Organisation et personnel.....	21
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	21
1. Territoire.....	21
2. Classification des communes.....	21
B. Organisation des services.....	21
C. Personnel des services.....	21
17 - 18 Pièces relatives à la pension de membres du personnel communal. 1951-1952.....	21
III. Patrimoine.....	23
21 - 23 Dossiers relatifs à des transactions immobilières réalisées par la commune. 1868-1975.....	23
IV. Finances et fiscalité.....	25

A. Comptabilité du secrétariat.....	25
1. Budgets et annexes.....	25
38 - 44 Budgets annuels et annexes. 1916-1977.....	25
2. Registres de comptabilité.....	25
45 - 46 Registres d'inscription des mandats de paiement délivrés sur la caisse communale. 1899-1941.....	25
47 - 48 Grands-livres annuels des dépenses. 1943-1947.....	25
3. Subventions des autorités supérieures.....	26
B. Comptabilité du receveur.....	26
1. Registres de comptabilité.....	26
51 - 54 Registres-journaux des recettes et dépenses. 1899-1911.....	26
55 - 58 Grands-livres annuels des recettes et dépenses. 1948-1976.....	26
2. Comptes et pièces justificatives.....	26
60 - 105 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1889-1976.....	27
106 - 112 Comptes annuels. 1911-1976.....	30
3. Entrée en fonction du receveur.....	30
C. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	30
115 - 116 Croquis d'arpentage de nouvelles parcelles résultant de changements de limites. 1845-1858.....	30
121 - 124 Matrices cadastrales. [XIXe siècle-XXe siècle].....	31
V. État civil.....	32
VI. Population.....	33
A. Généralités.....	33
126 - 128 États de la population. 1893-1914.....	33
129 - 137 Tableaux statistiques relatifs aux mouvements de la population et de l'état civil. 1893-1975.....	33
B. Registres et mouvements de la population.....	33
139 - 144 Registres de la population. 1901-1980.....	34
C. Recensements et autres états de la population.....	34
147 - 149 Tableaux présentant les résultats du recensement au 31 décembre 1970. [1975].....	34
VII. Affaires militaires et guerres.....	35
A. Service militaire.....	35
150 - 156 Registres d'inscription des personnes appelées. 1815-1885.....	35
150 - 156 Moircy.....	35
157 - 159 Listes alphabétiques. 1816-1856.....	35
157 - 159 Moircy.....	35
165 - 170 Dossiers de levées de milice. 1924-1979.....	36
B. Milices bourgeoises.....	37
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	37
175 - 179 Registres de classement. 1935-1953.....	37
D. La guerre et ses conséquences.....	37
VIII. Ordre et sécurité publics.....	39
IX. Santé publique.....	40
A. Lutte contre les maladies.....	40
189 - 191 Dossiers relatifs aux campagnes de vaccination réalisées afin de lutter contre les maladies. 1944-1964.....	40
B. Analyse de l'eau potable.....	40
X. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	41
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	41
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	41

2. Bâtiments affectés à l'enseignement.....	41
3. Bâtiments affectés au culte.....	42
a. Bonnerue.....	42
b. Jenneville.....	42
c. Moircy.....	42
4. Cimetière.....	42
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais, etc.).....	42
216 - 217 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration du chemin agricole n° 5 de Bonnerue à Tonny. 1916-1949.....	43
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	45
D. Travaux concernant les concessions de voirie pour les services d'utilité publique.....	46
1. Distribution d'eau.....	46
2. Distribution d'électricité et éclairage public.....	46
3. Téléphone.....	46
E. Aménagement du territoire.....	46
251 - 259 Dossiers de demandes de reconstruction et d'utilisation de matériaux dans le cadre des dommages de guerre. 1945-1947.....	47
260 - 270 Dossiers de demandes de permis de bâtir. 1950-1969.....	47
XI. Enseignement.....	49
XII. Culture, sports et divertissements.....	50
XIII. Vie économique.....	51
A. Agriculture, sylviculture et élevage.....	51
277 - 282 Dossiers relatifs aux recensements agricoles. 1958-1974.....	51
277 - 278 Général.....	51
279 - 280 Agricole et horticole.....	51
281 - 282 Emblavures d'hiver et du bétail.....	51
B. Industrie, artisanat et commerce.....	51
XIV. Commission d'assistance publique.....	53
XV. Fabriques d'église.....	54
A. Patrimoine.....	54
B. Finances.....	54
289 - 300 Comptes annuels. 1925-1974.....	54
289 - 294 Bonnerue.....	54
295 - 300 Jenneville.....	54
301 - 311 Budgets annuels. 1928-1976.....	55
301 - 305 Bonnerue.....	55
306 - 311 Jenneville.....	55

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune de Moiricy. Dépôt 2013

Période:
1815 - 1977 (1980)

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0521.1585

Etendue:

- Etendue inventoriée: 7.50 m
- Dernière cote d'inventaire: 318.00

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:
Commune de Moiricy, 1795-1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Moircy (1795-1977)

Prédécesseurs en droit :

Commune de Bonnerue (1795-1823)

Commune de Jenneville (1795-1823)

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Moircy dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Saint-Hubert, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Moircy devient une commune à part entière. En 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Saint-Hubert.

La commune dépend à l'origine du département de Sambre-et-Meuse. Après une éphémère appartenance au département de Meuse-et-Moselle (arrêté du 12 septembre 1814) puis à la province de Liège, Moircy dépend du grand-duché (13 août 1818) puis de la province de Luxembourg. À partir de 1800, Moircy fait partie de l'arrondissement administratif de Saint-Hubert pour passer ensuite aux arrondissements de Marche-en-Famenne (12 septembre 1814), puis de Neufchâteau (2 janvier 1823). Au niveau judiciaire, Moircy relève tour à tour des arrondissements de Saint-Hubert puis de Neufchâteau (loi du 6 juin 1839). Moircy relève par ailleurs du canton de milice de Saint-Hubert à partir de 1817 ¹.

Par arrêté royal du 2 janvier 1823, les communes de Moircy, Jenneville et Bonnerue sont réunies pour former la nouvelle commune de Moircy ².

On compte 100 habitants en 1801 (sans Jenneville : 66 et Bonnerue : 74), 184 en 1821 (sans Jenneville : 78 et Bonnerue : 54) et 376 en 1846 ³. Au 1er janvier 1893, la commune se compose de 402 habitants, de 90 maisons, de 83 feux, de 43 granges et de 109 écuries ⁴. La population augmente à 420 habitants en 1910 pour diminuer ensuite : 329 en 1961 et 318 en 1976, à la veille de la

1 Vrielinck S., *De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen*, Louvain, 2000, 3 vol.

2 Art. Moircy, dans Hasquin H., sous la dir. de, *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 2 : Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, 1980, p. 1004.

3 *Idem*.

4 Tandel É., *Les communes luxembourgeoises*, t. VIB : L'arrondissement de Neufchâteau, dans *Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg*, t. XXVIII, Arlon, p. 1144.

fusion des communes ⁵.

Moircy est, au XIXe siècle, une commune à caractère rural. En 1834, 38 % du territoire communal est recouvert de bruyères et de landes tandis que les bois s'étendent sur 35 % du territoire. Les surfaces boisées gagnent ensuite de la superficie pour atteindre, en 1970, plus de 51 % du territoire. Quant aux terres de cultures, elles tendent à diminuer après la Seconde Guerre mondiale et sont supplantées par les prairies ⁶.

Lors de la Bataille des Ardennes, Bonnerue est complètement dévasté tandis que 9 maisons sont incendiées à Moircy après les combats pour la reprise du carrefour de Bonnerue par les *Gl's* ⁷.

Au 29 novembre 1974, la commune qui s'étend sur un peu plus de 1.657 hectares compte 320 habitants répartis comme suit : 39 à Bonnerue, 107 à Jenneville et 174 à Moircy. Le personnel communal se compose d'un secrétaire, un garde champêtre, un cantonnier et un fossoyeur à titre définitif ainsi qu'un ouvrier forestier à titre temporaire ⁸.

Le 9 septembre 1974, la fusion de Freux, Bras, Moircy et Remagne est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur ⁹. Le 29 novembre de la même année, les membres du Conseil communal de Moircy décident, par 5 voix contre 2, d'accepter la fusion. Ils justifient leur décision en avançant le fait que la nouvelle entité " toujours à caractère rural conserve la même mentalité, les mêmes principes, les mêmes affinités et sensiblement le même genre de vie " ¹⁰. Cependant, contrairement aux plans initiaux, cette petite fusion ne se réalise pas et, par arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moircy, Freux, Bras et Remagne rejoignent le groupe n° 25 ¹¹ pour former la nouvelle commune de Libramont-Chevigny. Non contentes de cette situation, les communes de Freux, Bras, Moircy et Remagne introduisent un recours en annulation devant le Conseil d'État contre l'arrêté royal de fusion et, subsidiairement, contre l'article 440 dudit arrêté. Ce recours n'a pas abouti ¹².

En conséquence, le 1er janvier 1977, Moircy rejoint la nouvelle commune de Libramont-Chevigny. Cette dernière se compose depuis lors des sections de Bras, Freux, Libramont, Moircy, Recogne, Remagne, Sainte-Marie-Chevigny et Saint-Pierre.

La fusion forme une entité de 7.082 habitants pour 17.786 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Cette fusion regroupe autour de l'important centre de Libramont-Recogne (routes, chemin de fer, zoning industriel), des communes, nettement et

5 Art. Moircy, dans Hasquin H., sous la dir. de, Communes de Belgique..., p. 1004.

6 Idem.

7 Clément R. et al., Libramont-Chevigny, dans Histoire & patrimoine des communes de Belgique : Province de Luxembourg, Bruxelles, 2009, p. 231.

8 Questionnaire n° 1 (Archives de l'État à Arlon, Archives de Joseph Michel, dossier " Libramont-Chevigny ", n° 196).

9 Courrier émanant de la Direction générale des institutions régionales et locales (Idem).

10 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal en date du 29 novembre 1974 (Idem).

11 Le groupe n° 25 se compose de Libramont, Recogne, Sainte-Marie-Chevigny et Saint-Pierre.

12 Courrier envoyé par Joseph Michel à Henri Pierret, membre de la Chambre des représentants, en date du 5 mars 1976 (Idem).

directement polarisées par ce centre. Les voies de communication convergent d'ailleurs toutes sur Libramont, qui possède, en outre, une gare importante pour la région " ¹³.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹⁴.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

13 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

14 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article 132 de la NLC et l'article L1123-28 du CDLD confient la garde des archives, des titres et des registres de l'état civil au collège communal. Il doit en dresser les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêcher qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt. Ces dispositions reprennent *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836. Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune et sur le dossier central de la commune de Libramont-Chevigny constitué par les Archives de l'État.

Entre 1910 et 1937, les archives sont considérées comme bien conservées et classées ¹⁵.

Dans un courrier daté du 8 août 1988 relatif à la conservation des archives communales, le Collège communal de Libramont-Chevigny informe le gouverneur de la province que la commune désire conserver ses archives dans les locaux de l'administration communale ¹⁶.

En 1990, les archives de la nouvelle entité de Libramont-Chevigny ainsi que celles des anciennes communes qui la composent sont conservées dans la nouvelle maison communale ainsi que dans les anciennes de Freux et de

15 AÉA, Gouvernement provincial du Luxembourg. Rapports annuels communaux, n° 136.

16 AÉA, Dossier central " Commune de Libramont-Chevigny ".

Sainte-Marie-Chevigny. L'archiviste de l'État Roger Petit recommande dès lors aux autorités communales de regrouper l'ensemble des archives dans les bâtiments récemment construits. Il demande également au secrétaire communal " de prévoir l'engagement d'un employé [...] qui serait chargé de mettre en ordre les quelque 250 mètres d'archives statiques dans la nouvelle maison communale, ensuite de reclasser les archives qui seraient transférées [...] des anciennes maisons de Freux et de Sainte-Marie " ¹⁷.

En 1992, l'archiviste de l'État Jean-Marie Yante précise dans son rapport que les archives de la commune de Moircy sont majoritairement conservées dans un local situé au premier étage de la maison communale de Libramont-Chevigny. Les pièces comptables produites en 1975 et 1976 et les archives du receveur régional produites avant la fusion sont, quant à elles, conservées dans l'ancienne maison communale de Sainte-Marie-Chevigny. Le reste des archives de la commune de Moircy est entreposé à l'école de Freux, anciennement maison communale de Freux ¹⁸.

En 2010, les archives de la commune de Moircy (peu ou prou 15 mètres linéaires) sont conservées dans le grenier de l'école communale de Sainte-Marie-Chevigny. Le grenier, bien qu'en partie isolé, n'est pas chauffé. Alors que la majorité des documents sont conservés dans des boîtes de type " La Charte ", d'autres sont stockés sans conditionnement. Toutes les archives " avant fusion ", avec ou sans conditionnement, sont déposées à même le sol, en contact direct avec les murs du grenier. De ce fait, certains documents sont humides et le risque de voir se développer des champignons n'est pas à négliger ¹⁹.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé, en date du 6 octobre 2010, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

ACQUISITION

Dépôt de la commune de Libramont-Chevigny en date du 21 août 2013 (accroissement n° 13/034).

17 Idem.

18 Idem.

19 Idem.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives inventoriées dans le présent instrument ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Moircy entre 1815 et 1977 (1980). Comme pour nombre d'autres communes luxembourgeoises, force est de constater qu'à l'exception de registres (notamment les registres en dépôt de l'Administration du Cadastre), relativement peu d'archives du XIXe siècle nous sont parvenues. Quelques documents postérieurs à 1977 faisaient par contre partie du fonds : le registre de la population tenu entre 1971 et 1980 (voir le n° 144) et des dossiers de levées de milice (n° 170).

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour

connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais

l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des

enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia, n° 1).
Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale, n° 52 et 53).

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux

Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme ²⁰, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ²¹. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État. Bien entendu, nous ne pouvons exclure le fait que quelques dossiers commencés avant 1976 et toujours utiles pour les services, comme certains dossiers relatifs à des travaux, soient encore conservés dans les bureaux. Les registres aux délibérations du Conseil et du Collège, toujours conservés par l'Administration communale de Libramont-Chevigny, peuvent également faire l'objet d'un futur dépôt.

MODE DE CLASSEMENT

Le classement des boîtes relève d'une classification propre à l'administration communale de Libramont-Chevigny. Les archives, auparavant conservées en vrac, ont été placées dans les boîtes sans qu'aucun cadre de classement prédéfini ne soit respecté.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ²². Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections ²³
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements
- XIV. Vie économique
- XV. Affaires sociales et réglementation du travail ²⁴
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

20 Quelques dossiers " urbanisme " sont toutefois présents dans le présent inventaire (n° 260-270).

21 <http://geoportail.wallonie.be>.

22 Gadeyne G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

23 Le chapitre " Élections " n'est pas représenté dans cet inventaire.

24 Le chapitre " Affaires sociales et réglementation du travail " n'est pas représenté dans cet inventaire.

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

312 - 316 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL. 1805-1922.

312	14 juillet 1805 (25 messidor an XIII) - 16 octobre 1830.	1 volume
313	19 octobre 1845 - 8 novembre 1856.	1 volume
314	6 janvier 1857 - 3 mars 1878.	1 volume
315	18 mai 1878 - 15 décembre 1902.	1 volume
316	26 janvier 1903 - 29 octobre 1922.	1 volume
1	Extraits des registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins et pièces annexes. 1859-1976.	1 liasse

B. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

2 - 7 CORRESPONDANCE ENVOYÉE ET REÇUE PAR L'ADMINISTRATION COMMUNALE. 1940-1976.

2	1940.	1 chemise
3	1944-1949.	1 liasse
4	1950-1954.	1 liasse
5	1955-1959.	1 liasse

6	1960-1969.	1 liasse
7	1970-1976.	1 chemise
<i>C. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE</i>		
8	8 - 10 DOSSIERS DE LITIGES RELATIFS À DES ABORNEMENTS. 1956-1972. Ba. D., 1956-1957.	1 chemise
9	Go. M., Fr. V. (veuve), Ni. A. et Ma. J., 1957.	1 chemise
10	Sl. M., 1971-1972.	1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. TERRITOIRE

- 11** Procès-verbal de délimitation de la commune. 1828. 1 cahier
- Procès-verbal de la division du territoire de la commune en sections. 1828.
- 12** Croquis visuels des limites de la commune. [1828 ?]. 1 cahier
- 13** Constat de reconnaissance de limites intervenu entre les représentants des communes de Freux et de Moircy et courrier d'un géomètre. 1961. 2 pièces
- #### 2. CLASSIFICATION DES COMMUNES
- 14** Pièces relatives à la situation générale de la commune dans le cadre d'un reclassement. 1955-1956. 1 chemise
- ### B. ORGANISATION DES SERVICES
- 15** Contrat d'abonnement au réseau téléphonique d'Amberloup. 1953. 1 pièce
- ### C. PERSONNEL DES SERVICES
- 16** Pièces relatives à l'octroi de l'aide au rééquipement ménager à F. Thomas, receveur. 1950. 1 chemise
- 17 - 18 PIÈCES RELATIVES À LA PENSION DE MEMBRES DU PERSONNEL COMMUNAL. 1951-1952.**
- 17** Grandjean Jules (appariteur), 1952. 1 chemise
- 18** Roche Julien (garde champêtre), 1951. 2 pièces
- 19** Pièces relatives aux suppléments de traitement octroyés au personnel enseignant. 1951-1955.

1 chemise

20

Pièces relatives à la révision des pensions du personnel enseignant.
1954-1955.

1 chemise

III. PATRIMOINE

21 - 23 DOSSIERS RELATIFS À DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES RÉALISÉES PAR LA COMMUNE. 1868-1975.

- | | | |
|----|--|-----------|
| 21 | Achats, 1896-1975. | 1 chemise |
| 22 | Échanges, 1901-1974. | 1 chemise |
| 23 | Ventes, 1868-1974. | 1 chemise |
| 24 | Dossier relatif à l'exploitation et à l'entretien du patrimoine forestier. 1889-1976. | 1 liasse |
| 25 | Dossier relatif à la répartition et à la location publique de terres communales. 1899-1976. | 1 chemise |
| 26 | Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et plan relatifs à la cession d'un excédent de voirie à Jules Boon et à l'échange d'un tronçon de chemin avec Théophile Habran. 1920-1921. | 2 pièces |
| 27 | Dossier relatif aux locations de chasse. 1940-1969. | 1 chemise |
| 28 | Dossier relatif à l'affouage. 1946-1964. | 1 chemise |
| 29 | Pièces relatives à la cession, pour 99 ans et par la commune de Remagne, du droit d'usage d'une source d'eau potable sise à " La Houssière ". 1947-1955. | 1 chemise |
| 30 | Plan de deux parcelles de bois et d'une parcelle de terre appartenant à la section de Moircy. 1954. | 1 pièce |
| 31 | Acte notarié d'acquisition de parcelles réalisée en vue de permettre l'amélioration du chemin n° 39 dit " du Bois ". 1955. | 1 chemise |
| 32 | Pièces relatives à la demande introduite par Joseph Jacquemin en | |

-
- vue d'acquérir un emplacement à bâtir au lieu-dit " Quétoite Roye ". 1959.
1 chemise
- 33 Copie d'un acte notarié relatif à la cession, par Gabriel Baudoin, du droit de passage d'une canalisation d'adduction pour la distribution d'eau dans sa pâture. 1971.
2 pièces
- 34 Dossier relatif à la cession d'emprises à la province en vue de l'amélioration de la route provinciale reliant Saint-Hubert à Martelange dans sa section Bonnerue-Morhet. 1971-1972.
1 chemise
- 35 Plans relatifs aux transactions immobilières réalisées entre la commune et l'État belge en vue de réaliser des travaux sur la route nationale n° 26 reliant Recogne à Cologne. 1973.
1 chemise
- 36 Pièces relatives aux emprises à acquérir pour le prolongement du chemin de Montavard. 1975.
1 chemise
- 317 Plan des terrains communaux donnés en location. [3e quart XXe siècle].
1 pièce
- 37 Livre-sommier contenant un inventaire des biens immeubles, rentes, droits immobiliers et capitaux mobiliers. [XXe siècle].
1 volume

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

38	38 - 44 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1916-1977. 1916-1919.	1 chemise
39	1921-1922.	2 cahiers
40	1937.	1 cahier
41	1941, 1942, 1944-1949.	1 chemise
42	1950-1959.	1 liasse
43	1960-1968.	1 liasse
44	1970-1977.	1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

45	45 - 46 REGISTRES D'INSCRIPTION DES MANDATS DE PAIEMENT DÉLIVRÉS SUR LA CAISSE COMMUNALE. 1899-1941. 1899-1918.	1 volume
46	1918-1941.	1 volume
47	47 - 48 GRANDS-LIVRES ANNUELS DES DÉPENSES. 1943-1947. 1943-1945.	1 cahier
48	1946-1947.	1 cahier

-
- 49 Grands-livres annuels des recettes et des dépenses. 1953, 1955-1959. 1 liasse
- 50 3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES
Dossier relatif à la superficie de la voirie permettant le calcul de la répartition de la tranche " voirie " du Fonds des communes. 1953-1955. 1 chemise
- B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR*
1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ
- 51 - 54 REGISTRES-JOURNAUX DES RECETTES ET DÉPENSES. 1899-1911.*
- 51 1899-1901. 1 volume
- 52 1901-1904. 2 volumes
- 53 1905-1907. 1 volume
- 54 1907-1911. 1 volume
- 55 - 58 GRANDS-LIVRES ANNUELS DES RECETTES ET DÉPENSES. 1948-1976.*
- 55 1948. 1 chemise
- 56 1952-1953. 2 pièces
- 57 1962-1969. 1 liasse
- 58 1970-1973, 1975-1976. 1 liasse
- 59 2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES
Registre de comptabilité des sommes perçues et des sommes

restant dues. [seconde moitié XIXe siècle].

1 volume

60 - 105 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1889-

1976.

60

1889.

1 chemise

61

1891.

1 chemise

62

1892.

1 chemise

63

1893.

1 chemise

64

1894.

1 chemise

65

1895.

1 chemise

66

1896.

1 chemise

67

1897.

1 chemise

68

1898.

1 chemise

69

1899.

1 chemise

70

1900.

1 liasse

71

1901.

1 liasse

72

1902.

1 liasse

73

1903.

1 liasse

74	1904.	1 liasse
75	1905.	1 liasse
76	1906.	1 liasse
77	1907.	1 liasse
78	1908.	1 liasse
79	1909.	1 liasse
80	1910.	1 liasse
81	1912.	1 liasse
82	1914.	1 chemise
83	1915.	1 liasse
84	1917.	1 chemise
85	1918.	1 chemise
86	1919.	1 liasse
87	1920.	1 liasse
88	1921.	1 liasse
89	1922.	1 liasse
90	1923.	

		1 liasse
91	1944.	1 liasse
92	1945.	1 liasse
93	1946.	1 liasse
94	1947.	1 liasse
95	1948.	1 liasse
96	1949.	1 liasse
97	1950.	1 liasse
98	1951.	1 chemise
99	1956.	1 liasse
100	1962.	1 liasse
101	1967-1968.	1 liasse
102	1973.	1 cahier
103	1974.	1 liasse
104	1975.	1 cahier
105	1976.	1 liasse

106	106 - 112 COMPTES ANNUELS. 1911-1976. 1911-1919.	1 chemise
107	1920-1923.	1 chemise
108	1937.	1 cahier
109	1943-1949.	1 chemise
110	1950-1959.	1 liasse
111	1960-1969.	1 liasse
112	1970-1976.	1 liasse
113	3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR Acte notarié relatif au cautionnement effectué par Henry-Joseph Pira en sa qualité de receveur. 1874.	1 chemise
114	<i>C. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i> Tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétés foncières non bâties et bâties, ainsi que de leurs contenance, classement et évaluation cadastrale. 1845.	1 volume
115	115 - 116 CROQUIS D'ARPENTAGE DE NOUVELLES PARCELLES RÉSULTANT DE CHANGEMENTS DE LIMITES. 1845-1858. 1845-1849.	1 chemise
116	1850-1858.	1 chemise
117	Registre indiquant les quotités proportionnelles du classement des parcelles pour lesquelles ces indications n'ont pu, à défaut d'espace, être portées dans les colonnes à ce destinées du tableau	

	indicatif supplémentaire et de la matrice cadastrale. 1845-1919.	1 cahier
118	États des parcelles à expertiser. 1867-1877.	1 chemise
119	Registre aux réclamations permettant de consigner ou laisser consigner les erreurs qui peuvent exister au cadastre. 1877-1917.	1 pièce
120	État des copropriétaires des propriétés possédées par indivis dans la commune. [XIXe siècle].	1 cahier
121	121 - 124 MATRICES CADASTRALES. [XIXE SIÈCLE-XXE SIÈCLE]. Volume 1 (art. 1-122).	1 volume
122	Volume 2 (art. 123-203).	1 volume
123	Volume 3 (art. 204-381).	1 volume
124	Volume 4 (art. 381bis-450).	1 volume

- 125 V. ÉTAT CIVIL
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal
octroyant à Julien Thonus-Gérard une concession à perpétuité.
1965.

1 pièce

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

126	126 - 128 ÉTATS DE LA POPULATION. 1893-1914. 1893-1896, 1899.	1 chemise
127	1900, 1903-1909.	1 chemise
128	1910-1914.	1 chemise
129	129 - 137 TABLEAUX STATISTIQUES RELATIFS AUX MOUVEMENTS DE LA POPULATION ET DE L'ÉTAT CIVIL. 1893-1975. 1893-1895, 1898, 1899.	1 chemise
130	1900-1909.	1 chemise
131	1910-1913, 1919.	1 chemise
132	1920-1929.	1 chemise
133	1930-1939.	1 chemise
134	1940-1949.	1 chemise
135	1950-1959.	1 chemise
136	1960-1969.	1 chemise
137	1970-1975.	1 chemise
138	B. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION Registre des entrées. 9 avril 1861 - 17 décembre 1863.	

1 volume

-
- 139 139 - 144 REGISTRES DE LA POPULATION. 1901-1980.
1901-1920. 1 volume
- 140 1921-1931. 1 volume
- 141 1931-1947. 1 volume
- 142 1948-1960. 1 volume
- 143 1961-1970. 1 volume
- 144 1971-1980. 1 volume
- 145 *C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION*
Pièces relatives au recensement général de la population au 31
décembre 1900. [1900]-1901. 1 chemise
- 146 Liste des enfants nés dans la commune entre 1968 et 1972.
[1972]. 1 pièce
- 147 147 - 149 TABLEAUX PRÉSENTANT LES RÉSULTATS DU
RECENSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 1970. [1975].
Population. 2 cahiers
- 148 Population et logements (secteurs statistiques). 1 cahier
- 149 Logements. 1 cahier

VII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

150 - 156 REGISTRES D'INSCRIPTION DES PERSONNES APPELÉES.
1815-1885.

--- Bonnerue, 1815-1823.

--- Jenneville, 1815-1823.

150 *150 - 156 MOIRCY.*
1815-1837.

1 volume

151 1838-1839.

2 cahiers

152 1840-1847, 1849.

1 chemise

153 1850-1859.

1 chemise

154 1860-1869.

1 chemise

155 1872-1874.

1 chemise

156 1884-1885.

2 cahiers

157 - 159 LISTES ALPHABÉTIQUES. 1816-1856.
Bonnerue, 1818-1823.

--- Bonnerue, 1818-1823.

--- Jenneville, 1816-1823.

157 - 159 MOIRCY.
1816-1837.

--- 1816-1837.

157 1838-1839.

1 chemise

158 1840-1847, 1849.

		1 chemise
159	1850-1856.	1 chemise
160	États nominatifs des miliciens qui, porteurs de numéros dépassés, sont dans le cas de justifier de nouveau de leurs droits à l'exemption et doivent, par conséquent, être reportés alphabétiquement sur les listes, et non sur les registres d'inscription. 1839-1870.	1 chemise
161	Listes des ajournés et des dispensés. 1872, 1873, 1886.	1 chemise
162	Cartouches de congé. 1873-1875.	1 chemise
163	Registre des militaires en congé dans la commune. 1891-1947.	1 cahier
164	État nominatif des militaires qui doivent être inscrits pour la levée de la milice. [XIXe siècle].	1 pièce
165	165 - 170 DOSSIERS DE LEVÉES DE MILICE. 1924-1979. 1924-1929.	1 chemise
166	1930-1934, 1936, 1937.	1 chemise
167	1940-1942, 1944, 1945, 1947-1949.	1 chemise
168	1950-1957, 1959.	1 chemise
169	1960, 1961, 1964-1969.	1 chemise
170	1970-1977, 1979.	1 chemise
171	Pièces relatives aux indemnités de milice. 1951-1955.	1 chemise

B. MILICES BOURGEOISES

- 172 Liste alphabétique de tous les inscrits pour la garde civique de 1837. 1837. 1 cahier
- 173 Extrait de la session extraordinaire de la commune de Saint-Hubert pour la levée de 1839. 1839. 1 pièce

C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX

- 174 Avis de réquisition de chevaux. 1935. 1 chemise
- 175 175 - 179 REGISTRES DE CLASSEMENT. 1935-1953. Véhicules hippomobiles, 1935-1937. 1 cahier
- 176 Chevaux, 1935-1939. 1 chemise
- 177 Motocyclettes, 1936-1950. 2 cahiers
- 178 Véhicules automobiles, 1936-1950. 2 cahiers
- 179 Véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques, 1951-1953. 1 chemise
- 180 Registre d'inscription des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité militaire en exécution de la loi du 12 mai 1927. 1939. 1 chemise
- 181 Bulletins de classement des véhicules automobiles et motocyclettes. 1949-1950. 1 chemise

D. LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES

- 182 " Registre servant à l'inscription des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture des prestations requises par l'autorité civile en exécution de la loi du 5 mars 1935 concernant les citoyens

appelés, par engagements volontaires ou par réquisition, à assurer le fonctionnement des services publics en temps de guerre ". 1944.
1 cahier

- 183 Dossier relatif aux réquisitions civiles. 1944.
1 chemise
- 184 Relevés détaillés des ressources disponibles dans la commune pour l'installation des troupes en cantonnement-abri. [Première moitié XXe siècle].
1 chemise
- 185 Dossier relatif à la construction et à l'occupation de baraquements pour sinistrés. 1945-1954.
1 chemise
- 186 Pièces relatives aux dépenses anormales de guerre. 1949.
2 pièces

- 187** VIII. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS
Dossier relatif à l'ouverture de colombiers. 1961-1975. 1 chemise

IX. SANTÉ PUBLIQUE

A. LUTTE CONTRE LES MALADIES

- 188 Registre d'inscription des vaccinés contre la variole. 1943-1967.
1 cahier
- 189 - 191 DOSSIERS RELATIFS AUX CAMPAGNES DE VACCINATION
RÉALISÉES AFIN DE LUTTER CONTRE LES MALADIES. 1944-1964.
- 189 Variole, 1944-1963.
1 chemise
- 190 Diphtérie, 1944-1964.
1 chemise
- 191 Poliomyélite, 1958.
1 chemise
- B. ANALYSE DE L'EAU POTABLE*
- 192 Rapport présentant les résultats de l'analyse de l'eau de " La
Houssière ". 1947.
1 pièce

X. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 193 Dossier relatif aux travaux de restauration des bâtiments communaux, et plus spécifiquement du bureau communal, les écoles des garçons et des filles et du logement de l'instituteur, gravement endommagés par faits de guerre. 1945-1948. 1 liasse
- 194 Dossier relatif à la fourniture d'un nouveau mobilier au bureau communal. 1947-1948. 1 chemise
2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT
- 195 Dossier relatif à la fourniture de bancs-pupitres à l'école des garçons. 1933-1941. 1 chemise
- 196 Devis et cahier spécial des charges relatifs à l'établissement d'un pavement dans le logement de l'instituteur. 1934-1935. 1 pièce
- 197 Dossier relatif à l'amélioration des cours des écoles de Moircy. 1942-1949. 1 chemise
- 198 Procès-verbal de réception définitive des travaux de fourniture d'un mobilier aux écoles de Moircy et note du greffier provincial. 1943. 2 pièces
- 199 Dossier relatif à l'agrandissement des cours ainsi qu'à la construction de préaux et d'installations sanitaires aux écoles. 1961-1968. 1 chemise
- 200 Dossier relatif à la restauration de l'école. 1966-1970. 1 chemise

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE

A. BONNERUE

- 201 Devis et cahier des charges relatifs aux travaux d'amélioration à effectuer à la maison vicariale de Bonnerue. 1899. 1 cahier

B. JENNEVILLE

- 202 Dossier relatif à la reconstruction des murs de clôture du jardin du presbytère de Jenneville avec aménagement des abords de l'église du presbytère. 1941-1942. 1 chemise

- 203 Dossier relatif aux travaux de restauration du presbytère et de l'église de la paroisse Sainte-Julienne à Jenneville, endommagés par faits de guerre. 1946-1951. 1 liasse

C. MOIRCY

- 204 Pièces relatives à la restauration de l'église et du presbytère de Moircy. 1924-1925. 1 chemise

4. CIMETIÈRE

- 205 Dossier relatif à l'agrandissement du cimetière de Jenneville. 1944-1952. 1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS, ETC.)

- 206 Plan dressé dans le cadre du projet d'amélioration d'une partie d'un chemin agricole ouvert au lieu-dit " Cawet-Chêne ". 1900. 1 pièce

- 207 Détail estimatif et plans relatifs à l'amélioration d'une partie du chemin agricole n° 11. 1902. 1 chemise

- 208 Plan dressé pour l'ouverture d'un chemin agricole en simples terrassements au lieu-dit " Voie de Bras ". 1904. 1 pièce

- 209 Dossier relatif au projet de construction du chemin agricole n° 31

-
- de Bonnerue vers Lavacherie. 1909-1911. 1 chemise
- 210** Plan dressé pour l'élargissement du chemin n° 32 de Bonnerue à la route provinciale reliant Saint-Hubert à Martelange. 1910-1911. 1 pièce
- 211** Pièces relatives au projet d'ouverture d'un chemin agricole au lieu-dit " Walet-pré ". 1910-1911. 1 chemise
- 212** Dossier relatif à l'élargissement et à l'amélioration d'une courbe du chemin n° 2 reliant Moircy à Remagne. 1911-1912. 1 chemise
- 213** Plan terrier et profils en travers dressés dans le cadre du projet d'amélioration du chemin n° 39 dit " du Bois ". 1915-1942. 2 pièces
- 214** Profils et plan terrier relatifs au projet de travaux d'amélioration du chemin n° 42. 1916-1919. 1 pièce
- 215** Plans dressés dans le cadre du projet d'ouverture d'un chemin de culture n° 11 au lieu-dit " Froidefontaine ". 1916-1923. 1 chemise
- 216** 216 - 217 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DU CHEMIN AGRICOLE N° 5 DE BONNERUE À TONNY. 1916-1949. 1916. 1 chemise
- 217** 1941-1949. 1 chemise
- 218** Plan relatif à l'ouverture d'un chemin de culture dit " Fond de Tremblé ". 1932. 1 pièce
- 219** Dossier relatif à l'amélioration des chemins agricoles dits " Montavard ", " Beschuschamp " et " Voie de Bras ". 1933-1942. 1 chemise
- 220** Dossier relatif à l'amélioration du chemin de culture n° 11 dit chemin " de Froidefontaine ", section de Jenneville. 1936-1942. 1 chemise

-
- 221 Dossier relatif aux travaux d'entretien ordinaire des chemins vicinaux. 1943-1946. 1 chemise
- 222 Dossier relatif aux travaux d'entretien ordinaire et de réfection du chemin de grande communication n° 44 reliant Vesqueville à Laneuville. 1943-1947. 1 chemise
- 223 Cahier des charges relatif à la reconstruction du pont sur l'Ourthe à Bonnerue suite à des dommages de guerre et pièces relatives à la cérémonie d'inauguration dudit pont. 1944-1952. 1 chemise
- 224 Dossier relatif à l'amélioration du chemin dit " de la Vierge ". 1947-1948. 1 chemise
- 225 Dossier relatif à l'amélioration d'une partie du chemin n° 38 dit " de Bastogne " et ouverture d'un chemin au lieu-dit " Gros Bouchy " avec amélioration du chemin n° 9. 1948-1949. 1 chemise
- 226 Dossier relatif à l'amélioration du chemin n° 39 dit " du Bois ". 1948-1950. 1 chemise
- 227 Dossier relatif à l'ouverture d'un chemin dit " du Ban de Vin " à Jenneville. 1948-1950. 1 chemise
- 228 Dossier relatif à la reconstruction du pont situé sous le chemin de grande communication n° 44 et sur un bras de l'Ourthe, anéanti par faits de guerre. 1948-1952. 1 chemise
- 229 Dossier relatif aux travaux de reconstruction du pont sous le chemin n° 17 et sur le ruisseau de Freux, détruit par faits de guerre. 1948-1952. 1 chemise
- 230 Pièces relatives aux travaux d'élargissement du chemin n° 6 à Jenneville. 1949. 1 chemise
- 231 Dossier relatif aux travaux d'ouverture du chemin dit " de Cuitery " à Jenneville. 1950-1954. 1 chemise

-
- 232 Dossier relatif à l'amélioration d'une partie du chemin n° 32 dit " du Canton " à Bonnerue. 1951.
1 chemise
- 233 Dossier relatif à l'amélioration du chemin n° 4 dit " Voie de Bras ".
1954-1955.
1 chemise
- 234 Dossier relatif à l'élargissement du pont sur l'Ourthe sous le chemin
de grande communication n° 44. 1955-1957.
1 chemise
- 235 Dossier relatif à la modernisation et au prolongement des chemins
dits " de la Beaulette ", " de Serlogne " et " de Haute Guemenne ".
1955-1958.
1 chemise
- 236 Dossier relatif au prolongement du chemin forestier dit " du Bois ".
1956-1959.
1 chemise
- 237 Dossier relatif aux travaux d'empierrement et de modernisation du
chemin agricole n° 10 dit " de Ravine ". 1957-1962.
1 chemise
- 238 Dossier relatif à l'amélioration d'une partie du chemin n° 10 et à la
reconstruction du pont sur l'Ourthe à Jenneville. 1958-1962.
1 chemise
- 239 Dossier relatif à l'amélioration du chemin agricole n° 7, du chemin
de raccordement au chemin de grande communication n° 33 et du
chemin du Montavard. 1966-1975.
1 chemise
- 240 Dossier relatif aux travaux de réparation d'un mur de soutènement
au chemin de grande communication n° 44. 1972-1974.
1 chemise
- 241 Dossier relatif à la construction de murs de soutènement le long du
chemin de grande communication n° 44 dans la traversée de
Moiricy et à l'élargissement du chemin. 1972-1976.
1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 242 Dossier relatif au curage, au redressement et à l'amélioration de
l'Ourthe occidentale et de ses affluents. 1960-1973.
1 chemise

D. TRAVAUX CONCERNANT LES CONCESSIONS DE VOIRIE POUR LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 243 Dossier relatif à l'extension de la distribution d'eau aux écarts. 1950-1957. 1 chemise
- 244 Procès-verbal de réception des travaux de réparation réalisés à la distribution d'eau. 1953. 2 pièces
- 245 Pièces relatives à la construction d'un nouveau captage et d'un réservoir. 1956-1959. 1 chemise
- 246 Dossier relatif à l'établissement d'une nouvelle canalisation d'adduction pour la distribution d'eau de la section de Jenneville. 1970-1972. 1 chemise
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE PUBLIC
- 247 Dossier relatif aux travaux de réparations définitives des dommages de guerre au réseau communal de distribution d'énergie électrique. 1930-1953. 1 chemise
- 248 Devis relatif au renforcement de l'éclairage public. 1956. 1 chemise
3. TÉLÉPHONE
- 249 Dossier relatif aux travaux exécutés par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (RTT) sur le territoire communal. 1938-1955. 1 chemise
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 250 Dossier relatif à des demandes de servitudes d'alignement. 1944-1964. 1 chemise

	251 - 259 DOSSIERS DE DEMANDES DE RECONSTRUCTION ET D'UTILISATION DE MATÉRIAUX DANS LE CADRE DES DOMMAGES DE GUERRE. 1945-1947.	
251	Bodson Arthur et Marie, 1947.	2 pièces
252	Cop et Fraselle (veuve), 1947.	1 chemise
253	Dermience Émile, 1946.	1 chemise
254	Dermience-Galet Théophile, 1946.	1 chemise
255	Fraselle Firmin, 1947.	1 chemise
256	Jacquemin Ernest, 1947.	1 chemise
257	Martiny Ghislain, 1947.	2 pièces
258	Masoin-Tock Gustave, 1945-1946.	1 chemise
259	Poncin Florent, 1946.	1 chemise
	260 - 270 DOSSIERS DE DEMANDES DE PERMIS DE BÂTIR. 1950-1969.	
260	Brassel Albert, 1959-1962.	1 chemise
261	Calbert Alphonse, 1968-1969.	1 chemise
262	Chaliaud Robert, 1962.	1 chemise
263	Désert Alphonse, 1954-1955.	1 chemise
264	Glaise René, 1967.	1 chemise

265	Guillaume André, 1964-1966.	1 chemise
266	Guillaume Régine, 1958.	1 chemise
267	Habran Théophile, 1967-1968.	1 chemise
268	Jacquemin Joseph, 1959-1963.	1 chemise
269	Nique Émile, 1950-1952.	1 chemise
270	Nique Willy, 1950-1953.	1 chemise
318	Plans de répartition en zones agricoles et forestières du territoire communal. 1965.	1 liasse

- 271** XI. ENSEIGNEMENT
Rapports médicaux mensuels. 1948-1949. 1 chemise
- 272** Liste du matériel didactique qu'il serait souhaitable d'acquérir pour l'école des garçons de Moircy. 1949. 1 pièce
- 273** Liste des enfants fréquentant l'école communale au cours de l'année 1968-1969. 1968. 1 pièce
- 274** Pièces relatives à la fixation des horaires de cours et d'examens. 1969-1971. 1 chemise

XII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS
Consulter le n° 223 du présent inventaire.

XIII. VIE ÉCONOMIQUE

A. AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET ÉLEVAGE

- 275** Plan figuratif de diverses parcelles situées sur le territoire de Moircy et dont le défrichement et le boisement sont projetés par l'administration communale. 1850-1851.
1 pièce
- 276** Dossier relatif aux travaux de boisement, de reboisement et de voirie forestière réalisés sur le territoire communal. 1948-1975.
1 chemise
- 277 - 282 DOSSIERS RELATIFS AUX RECENSEMENTS AGRICOLES.
1958-1974.
- 277** 277 - 278 GÉNÉRAL.
1959.
1 chemise
- 278** 1970.
1 chemise
- 279** 279 - 280 AGRICOLE ET HORTICOLE.
1960, 1961, 1963-1969.
1 chemise
- 280** 1970-1974.
1 chemise
- 281** 281 - 282 EMBLAVURES D'HIVER ET DU BÉTAIL.
1958-1959.
1 chemise
- 282** 1962-1968.
1 chemise
- 283** Dossier relatif à la délimitation des zones agricoles et forestières et aux autorisations de plantation de sapins de Noël octroyées à des particuliers. 1962-1976.
1 chemise
- B. INDUSTRIE, ARTISANAT ET COMMERCE*
- 284** Attestations d'activité. 1961-1970.

1 chemise

285

XIV. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE
Modification budgétaire pour l'exercice 1955. 1955.

1 pièce

XV. FABRIQUES D'ÉGLISE

A. PATRIMOINE

286 Dossier relatif à la construction, dans la chapellenie de Bonnerue, d'une nouvelle chapelle et d'une nouvelle maison d'habitation pour le chapelain, détruites par faits de guerre. 1949-1963.

1 chemise

287 Procès-verbal de réception de travaux de placement d'un plancher dans l'église de Jenneville. 1959.

1 pièce

B. FINANCES

288 Registre-journal de toutes les recettes et dépenses des fabriques d'église de Bonnerue et Jenneville. 1883-1902.

1 volume

289 - 300 COMPTES ANNUELS. 1925-1974.

289 289 - 294 BONNERUE.
1925.

1 cahier

290 1931-1936.

1 chemise

291 1940, 1943-1949.

1 chemise

292 1950-1959.

1 chemise

293 1960-1969.

1 chemise

294 1970-1974.

1 chemise

295 295 - 300 JENNEVILLE.
1925.

1 cahier

296 1931-1936.

1 chemise

297	1940, 1943-1949.	1 chemise
298	1950-1959.	1 chemise
299	1960-1969.	1 chemise
300	1970-1974.	1 chemise
	301 - 311 BUDGETS ANNUELS. 1928-1976.	
301	301 - 305 BONNERUE. 1931-1939.	1 chemise
302	1942, 1944-1949.	1 chemise
303	1950-1959.	1 chemise
304	1960-1969.	1 chemise
305	1970-1976.	1 chemise
306	306 - 311 JENNEVILLE. 1928.	1 cahier
307	1931-1939.	1 chemise
308	1941-1943, 1945-1949.	1 chemise
309	1950-1959.	1 chemise
310	1960-1967, 1969.	1 chemise

311

1970-1972.

1 chemise